

**Missions de Maîtrise d'œuvre
pour l'opération de démolition des anciens
bâtiments d'élevage porcin de Jernuguen
(Hillion 22)**



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

A. Présentation du projet

I. Contexte et présentation générale du projet

Etablissement public français créé en 1975, le Conservatoire du littoral a pour mission la préservation des grands sites naturels littoraux par l'acquisition puis la restauration de leurs qualités naturelles et paysagères en permettant leur découverte par le public. Dans le cadre de cette mission, le Conservatoire du littoral acquiert régulièrement des parcelles avec des bâtis afin de procéder à leur renaturation.

Le Conservatoire du littoral a acquis, le 9 juillet 2024, une parcelle de 1 h 02 a 33 ca supportant un bâtiment à usage de porcherie d'environ 1000 m² avec annexes, silos et raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité ainsi qu'une plateforme béton avec local technique d'environ 25 m². L'ensemble est situé à Hillion en bordure de Baie de Saint-Brieuc à une centaine de mètres de la côte.

Cette acquisition est intervenue dans l'objectif de renaturer le site après avoir désamianté, dépollué et démoli les infrastructures présentes sur la prairie. La mission couvre toute la procédure à savoir l'état des lieux à partir des diagnostics préalables, les demandes d'autorisations administratives (permis de démolir) ainsi que le suivi de la réalisation du programme de démolition y compris la purge de fondations, l'évacuation de gravats et déchets, le nettoyage et décompactage des terrains concernés.

Le présent marché porte uniquement sur la démolition et la dépollution des lieux. La renaturation du site n'est pas intégrée à ce marché.

II. Présentation générale du site

L'élevage porcin sis au lieu-dit Jernuguen, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) depuis 1979 a cessé son exploitation depuis janvier 2023. Il occupe la parcelle ZK 83 d'une surface de 10 233 m² (parcelle initiale ZK72 divisée pour la vente). Il s'agit à l'origine d'une parcelle de prairie surplombant le boisement littoral qui plonge vers la baie de Saint Brieuc.

Depuis sa création, ces bâtiments d'élevage n'ont cessé de s'agrandir pour atteindre une capacité maximale de 1726 places animaux équivalents sur 3 bâtiments et un hangar. Le présent marché se concentre sur l'un des trois bâtiments et le hangar correspondant à l'accueil de plusieurs centaines de truies en maternité et leurs porcelets jusqu'au sevrage (les deux autres bâtiments ayant été acquis par l'éleveur voisin).

Les bâtiments présentent dans leur structure de nombreux modules contenant de l'amiante, plus ou moins dégradés ainsi que probablement d'autres matériaux polluants. L'état structurel des bâtiments se dégrade rapidement (absence d'entretien et de gardiennage).

L'objectif du Conservatoire du littoral est de renaturer l'espace afin de retrouver une prairie permanente en lieu et place des bâtiments pour favoriser la biodiversité, la qualité paysagère et la qualité de l'eau.

Il est à noter que le périmètre d'intervention du Conservatoire du littoral "côte de Penthièvre" sur lequel se trouve cette parcelle est situé dans l'une des huit baies prioritaires pour la lutte contre les algues vertes identifiées dans le SDAGE Loire Bretagne. La cessation de cette activité et l'installation d'une prairie ne peuvent être que positives afin de lutter contre les fuites de nitrates vers la Baie de Saint-Brieuc, participant aux marées vertes constatées localement.

III. Les diagnostics existants

La Maîtrise d'Ouvrage a fait réaliser les diagnostics suivants :

- Diagnostic amiante avant démolition,
 - Diagnostic plomb avant démolition et état parasitaire,
- pour chacun des bâtiments avec prélèvements et analyses.

Par ailleurs le diagnostic amiante avant-vente est également disponible

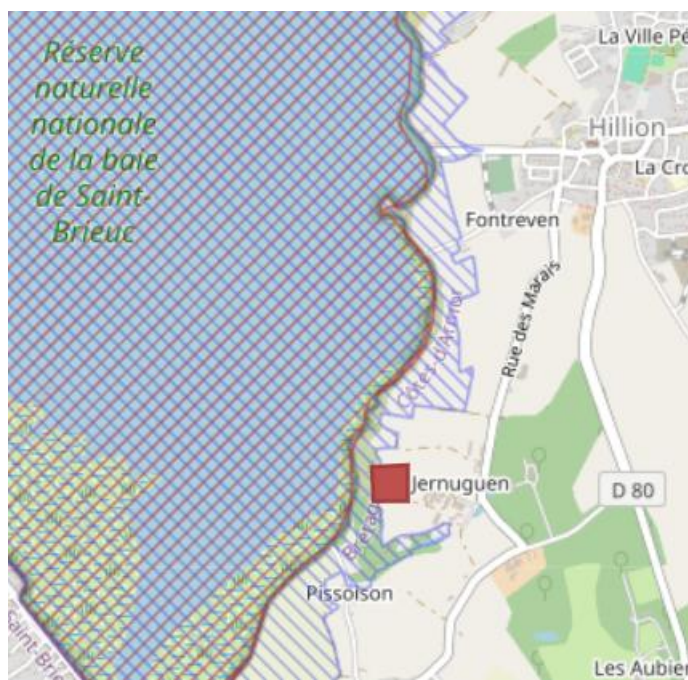
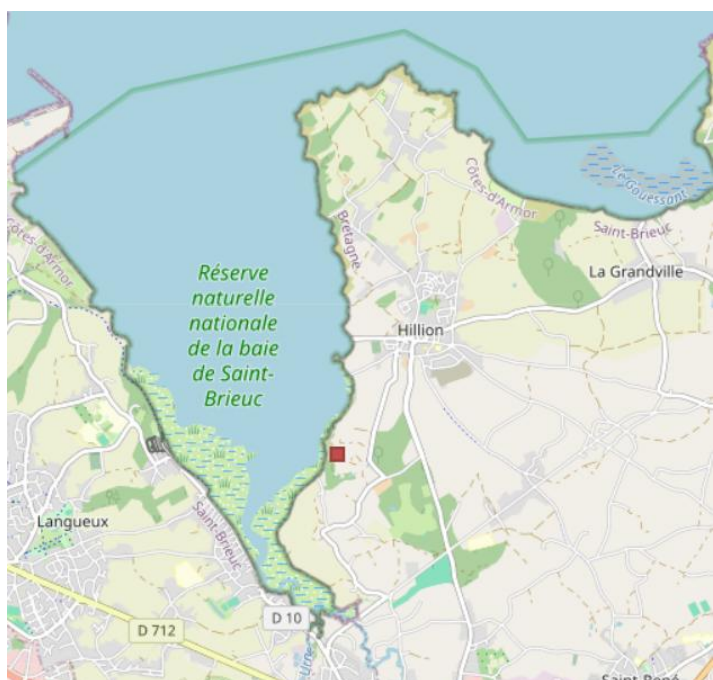
Tous les documents disponibles sont joints à la consultation.





La maîtrise d'œuvre devra faire un point sur les éventuels diagnostics complémentaires nécessaires avant démolition.

IV. Contraintes dues à l'environnement du site

La baie de Saint-Brieuc est classée en réserve naturelle nationale. Les milieux les plus proches du projet sont d'ailleurs en zone de protection forte. Deux sites natura 2000 se superposent également de la baie de Saint-Brieuc jusqu'au Cap d'Erquy. Celui au titre de la Directive habitat intègre le boisement littoral situé à une trentaine de mètre du bâti.

Le projet de renaturation prend place aux portes d'espaces naturels remarquables



-  Réserve naturelle nationale de la Baie de Saint-Brieuc
-  Zone de Protection Spéciale Baie de Saint-Brieuc Est
-  Zone Spéciale de Conservation Baie de Saint-Brieuc Est
-  Projet de renaturation

Le complexe d'espaces naturels remarquables littoraux sera restauré



L'ensemble est en zone classée NL au PLU, en espace remarquable au titre de la loi littoral.



La localisation de ces bâtiments agricoles au sein d'un complexe de milieux naturels de grande valeur patrimoniale renforce les enjeux de requalification paysagère et de restauration de la biodiversité.

Les prescriptions générales à consigner dans le CCTP de travaux devront tenir compte de ce contexte particulier.

V. Etat des coupures des réseaux

Electricité :

Un transformateur électrique se trouve sur la parcelle ZK 71 appartenant au voisin, dans une petite cabane. Il semblerait que le bâtiment à démolir soit alimenté à partir de ce transformateur. Le réseau est aérien depuis la route jusqu'au compteur puis souterrain jusqu'au bâtiment.

Néanmoins, la situation doit être clarifiée concernant l'alimentation électrique avant d'intervenir sur ce réseau.



Gaz : néant

Eau Potable :

Le dépôt du branchement d'eau (situé sur la parcelle voisine ZK 75) a été effectué par la SAUR fin 2025. Les conduites restant entre ce branchement et le bâtiment à démolir devront être évacuées, le cas échéant, en lien avec le voisin.

Lisiers :

Des conduites aériennes en PVC pour acheminer le lisier du bâtiment vers les fosses situées sur la parcelle ZK84 (visibles sur la photo en page de garde) sont également à démonter et évacuer. Il est fort probable que ces conduites soient encore en partie en charge.

VI. Plans des bâtiments

Il n'existe pas de plans précis et cotés des bâtiments.

VII. Accès aux bâtiments

A la demande du Conservatoire du littoral, un arrêté municipal a été pris en juin 2025 afin d'interdire l'accès au bâtiment et à ces abords.

La Maîtrise d'Ouvrage remettra au bureau d'études attributaire les clés du bâtiment.

B. Périmètre de la mission

I. Article liminaire

La mission de maîtrise d'œuvre (également appelé le prestataire) décrite dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concerne le projet de démolition, dépollution (notamment désamiantage) des bâtiments d'élevage appartenant au Conservatoire du littoral au lieu-dit Jernuguen à Hillion (22).

Les attendus de la mission seront conformes aux dispositions de l'annexe 20 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019) qui précise les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés aux maîtres d'œuvres privés par des maîtres d'ouvrage publics.

Le Maître d'œuvre (MOE) assure les missions de conseils auprès de la Maîtrise d'Ouvrage (MOA) pour tous les travaux d'études de conception et de direction des travaux de démolition.

Les missions confiées au Maître d'œuvre sont énumérées et détaillées ci-après :

- Mission Audit / diagnostic,
- Mission d'Avant-Projet,
- Mission Etudes de Projet et Dossier de Consultation des Entreprises,
- Mission Assistance à la passation du Contrat de Travaux,
- Mission VISA des études d'exécution,
- Mission EXE partielle à l'établissement des DPGF,
- Mission Direction de l'Exécution des Travaux,
- Mission Assistance aux Opérations de Réception des travaux de démolition et de remise en état du site.

II. Généralités

D'une manière globale, le maître d'œuvre du présent marché assistera le maître d'ouvrage pour une parfaite réalisation de la mission afin que ce dernier puisse disposer à la fin des travaux d'un terrain prêt à renaturer.

Le titulaire devra avoir effectué une visite complète des locaux et des installations avant de remettre son offre et ne pourra pas se prévaloir d'une omission au présent CCTP.

III. Budget

L'enveloppe financière prévisionnelle pour les travaux de démolition/dépollution de la présente opération est de 300 k€ HT.

IV. Délai de réalisation

L'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre débute à compter de la notification du marché (printemps 2026) (voir détails dans le CCAP article 1.3)

Les travaux devront démarrer après l'obtention du permis de démolir (été 2026).

La mission de la maîtrise d'œuvre s'achève à la réception des travaux et à la signature du décompte général.

V. Délais d'établissement des dossiers d'étude

Afin de respecter ces délais, le maître d'œuvre doit expliciter sa méthodologie qui prendra en considération les multiples contraintes énoncées dans le présent cahier des charges (liste non exhaustive).

NB : En vertu de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, les demandes d'autorisation de travaux pour le compte du Conservatoire du littoral, établissement public de l'Etat sont à effectuer auprès de l'autorité administrative de l'Etat. Le délai d'instruction, dont le Conservatoire du littoral est tributaire et qu'il ne maîtrise pas, est impérativement à prendre en compte dans la planification des opérations.

En cas de retard dans le délai d'obtention de l'autorisation de travaux, et uniquement dans ce cas, le prestataire et le Conservatoire du littoral réévalueront ensemble la planification des travaux.

VI. Contraintes administratives et d'urbanisme

Permis de démolir :

Le Maître d'œuvre assiste la Maîtrise d'Ouvrage dans la rédaction du permis de démolir.

La démolition prévue porte sur **une installation classée soumise à enregistrement** en application de l'article L.512-7 du code de l'environnement.

La parcelle est située à proximité immédiate d'un boisement littoral inclus dans un site NATURA 2000. A ce titre, **le projet doit faire l'objet d'une évaluation des incidences** sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Après avoir déposé le permis de démolir, le maître d'œuvre se charge :

- De préparer le panneau de permis de démolir,
- De l'installer sur le terrain. Ce dernier, sera visible de la voie publique pendant toute la durée du chantier.

Autres :

Par ailleurs, le Maître d'œuvre informe le propriétaire de la ferme voisine de la période d'exécution des travaux (lieux des travaux nécessitant de traverser la ferme voisine).

Le maître d'œuvre veille à garantir les dispositions du PLU et des règlements communaux.

VII. Contraintes dues aux pollutions

Le maître d'œuvre après étude du diagnostic « produits, équipements, matériaux, déchets » se charge au travers des prescriptions énoncées dans son CCTP de faire évacuer, conformément à la réglementation, les déchets vers les installations adaptées, en favorisant le ré-emploi puis le recyclage.

VIII. Contraintes dues à la présence de matériaux dangereux

La présence de matériaux amiantés dégradés et plombés dans certains des bâtiments, nécessite des interventions spécifiques de sécurisation des lieux avant de démarrer les travaux.

IX. Contraintes techniques particulières

IX.1. Réseaux enterrés

La maîtrise d'ouvrage demande le retrait de tous les réseaux enterrés.

Le maître d'œuvre précise dans son mémoire technique les solutions envisagées pour retirer la totalité des réseaux enterrés.

IX.2. Accès aux zones de travaux

L'accès au bâtiment à démolir se fait par le biais d'une servitude de passage sur la propriété de la ferme voisine. Il sera nécessaire de convenir, en amont des travaux, des périodes et zones de passage ainsi que des modalités de suppression des réseaux.

Afin d'éviter de porter atteinte à la faune et la flore avoisinantes, les accès se feront exclusivement par les chemins situés en limites sud et ouest de la parcelle. Les engins

de démolition devront intervenir sur l'emprise la plus limitée possible sur la prairie, et rester sur la parcelle propriété du Conservatoire du littoral.

IX.3. Travaux de curage des bâtiments

Les diagnostics mentionnent l'existence de zones polluées par de l'amiante. Des opérations de curage rouge sont à prévoir.

IX.4. Déchets

Conformément à la nouvelle réglementation, le maître d'œuvre favorise le réemploi, le recyclage voire la valorisation des déchets.

S'agissant de bâtiments agricoles de plus de 1000 m², le diagnostic PEMD permettra d'estimer les quantités de béton, de métaux et divers matériaux présents sur le site.

Le maître d'œuvre précise dans son mémoire technique s'il envisage le concassage sur site des bétons et sous quelles modalités techniques.

Le maître d'œuvre devra intégrer à son estimation des coûts de travaux la revalorisation des métaux et éventuellement des bétons.

C. Missions de Maîtrise d'œuvre

I. Les différentes missions objet du marché

Le Maître d'œuvre assure les missions de conseils auprès de la Maîtrise d'Ouvrage pour tous les travaux d'études de conception et de direction des travaux de démolition.

Les missions confiées au Maître d'œuvre sont énumérées et détaillées ci-après :

- Mission Etat des lieux / diagnostics assortie d'un appui spécifique pour la consultation du CSPS,
- Mission Etudes de Projet et Dossier de Consultation des Entreprises,
- Mission Assistance à la passation du Contrat de Travaux,
- Mission VISA des études d'exécution,
- Mission EXE partielle à l'établissement des DPGF,
- Mission Direction de l'Exécution des Travaux,
- Mission Assistance aux Opérations de Réception des travaux de démolition et de remise en état du site.

II. Etat des lieux / diagnostics complémentaires

La Maîtrise d'Ouvrage a fait réaliser préalablement à cette consultation les missions suivantes :

- Diagnostic amiante,
- Diagnostic plomb et parasitaire.

Le Maître d'œuvre a à sa charge l'étude détaillée des diagnostics réalisés à ce jour.

Si ces derniers ne sont pas suffisants, le maître d'ouvrage fera intervenir à la demande du maître d'œuvre des prestataires extérieurs, par contrats séparés et à la charge du maître d'ouvrage.

Le diagnostic PEMD :

Un diagnostic PEMD sera également conduit. Le maître d'œuvre s'appuiera sur les résultats de ce diagnostic pour :

- Concevoir techniquement son chantier (procédés de curage et de démolition),
- Définir précisément l'enveloppe budgétaire et y intégrer les moins-values dues à la revalorisation des matériaux.

Le diagnostic pollution des sols et des bétons

La maîtrise d'ouvrage n'a pas engagé de diagnostics des sols et des bétons

Diagnostic réseaux enterrés

La maîtrise d'ouvrage n'a pas engagé de diagnostics sur les réseaux enterrés.

Le Maître d'œuvre intègre à sa mission un repérage des réseaux enterrés lui permettant d'élaborer un plan approximatif des réseaux existant sur le site. Ce plan qui n'a pas vocation à être exhaustif aidera l'entreprise « travaux » à construire son offre technique et financière.

Rappel : la maîtrise d'ouvrage demande le retrait de tous les réseaux enterrés, dont électrique pour lequel la situation devra être clarifiée par un professionnel.

Appui au maître d'ouvrage pour la consultation d'un CSPS

Pendant cette toute première phase et en marge de la mission diagnostic, le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour préparer la consultation d'un CSPS (rédaction du CCTP avec détails sur l'importance de la problématique « amiante »).

III. Etudes de conception (AVP et PROJET)

III.1. Etudes d'Avant-Projet

Les études de conception intègrent les études d'avant-projets et de projets.

Présentement, les études lors de cette phase constituent la première étape de la réponse de la maîtrise d'œuvre aux objectifs, besoins et contraintes définis dans le programme, à savoir :

- D'effectuer toutes les démarches administratives :

- o Assister la maîtrise d'ouvrage dans la constitution des dossiers administratifs et lors de ses échanges avec les différents services administratifs (autorisations spécifiques autres que les permis de démolir et concessionnaires),
- o Lancer les DT auprès des concessionnaires,
- o Préparer pour le maître d'ouvrage le permis de démolir. Après dépôt par le maître d'ouvrage auprès des services instructeurs et après retour du permis de démolir, le maître d'œuvre procède à l'affichage réglementaire de ce dernier (le panneau dans l'enceinte du site visible depuis le domaine public) et se charge des démarches inhérentes au constat de cet affichage),
- o Dès réception du permis de démolir, le maître d'ouvrage en transmet copie au maître d'œuvre qui procède à l'affichage réglementaire sur le terrain, ainsi qu'aux opérations de constat de cet affichage,

- De proposer une solution d'ensemble, traduisant les éléments majeurs du programme, d'en indiquer les délais de réalisation, d'examiner leur compatibilité avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux ;
- De vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme, du site et de différentes réglementations,
- De définir les dispositions techniques pouvant être envisagées notamment pour la déconstruction, désamiantage, dépollution, démolition, finitions extérieures des avoisinants, terrassements...
- De justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les travaux de déconstruction et désamiantage,
- De détailler sa réflexion spécifique sur le réemploi des matériaux et le traitement de l'ensemble des déchets du chantier,
- De préciser le calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en phases fonctionnelles,
- D'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux. Une seconde estimation est demandée pour mettre en évidence la plus-value pour la solution de l'inertage.

Le maître d'œuvre présentera au maître d'ouvrage un premier rapport AVP, fondé sur la phase état des lieux / diagnostic et sur ses études.

Les éléments présentés permettront au maître d'ouvrage d'arrêter les dispositions techniques (coûts et planning prévisionnel des travaux).

Le rapport sera étayé de tous les plans nécessaires à la parfaite compréhension des études présentées et fera l'objet d'une présentation au maître d'ouvrage.

III.2. Etudes de Projet

Les études de projet ont pour objet :

- De déterminer l'implantation des zones de travaux et les zones à ne pas dégrader avec des engins, les zones dédiées à la mise en œuvre des installations de chantiers et des accès ainsi que les zones dédiées aux travaux particuliers,
- De coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des travaux en fonction de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux,
- De décrire de manière détaillé le programme des travaux et d'établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- De préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides,

- D'établir un coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état, sur la base d'un avant-métré,
- De permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage,
- De déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage,
- En fonction du programme des travaux projetés, le maître d'œuvre définira les travaux nécessaires pour assurer la pérennité des infrastructures mitoyennes,
- Etablir les estimations définitives du coût prévisionnel des travaux (avec et sans inertage).

Dans le cadre de ces études, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées.

Le document remis à l'issue de cette dernière phase de conception intégrera :

- Une présentation des mises à jour par rapport à la phase DIAG / AVP, formalisant les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études,
- Une description détaillée des techniques projetées (phase par phase et par type de travaux). Cette description détaillera les travaux de curage, de dépollution, de désamiantage / déplombage, de démolition et de remise en état du site,
- Un rappel de tous les points singuliers spécifiques au projet,
- Un paragraphe dédié au retrait des réseaux enterrés,
- Une note décrivant les dispositions prises en termes d'hygiène, de sécurité pendant toute la durée du chantier vis-à-vis des avoisinants,
- Un paragraphe consacré à la gestion des « déchets » selon leurs natures, leurs quantités et les opportunités du contexte local (tri à la source, collecte, réutilisation, valorisation, recyclage,
- Les estimations des couts prévisionnels définitifs des travaux : décomposée en postes séparés conformément aux descriptifs techniques des travaux.

Si besoin était, un point spécifique détaillerait / justifierait les éventuels écarts avec la phase AVP.

Le maître d'œuvre intègre à sa mission une réunion de présentation des documents de fin de phase de conception.

III.3. Traçage de l'évolution de la conception du chantier

En parallèle de ses études, le maître d'œuvre en fin de période de conception, rédige une note récapitulative des décisions actées en cours de périodes de préparation (réunion de travail, de présentations, échanges diverses) avec pour objectif de justifier les évolutions techniques du projet impactantes en termes de coûts et durée du chantier.

IV. Assistance à la passation du marché de travaux

La passation du marché se fait sur la base des études de conception approuvées par le maître d'ouvrage.

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet :

- De rédiger les pièces techniques du dossier de consultation (cahiers des clauses techniques particulières, décomposition du prix global et forfaitaire, détail estimatif, bordereau des prix unitaires, planning, la liste exhaustive des pièces écrites et graphiques nécessaire à la passation du marché.) et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration des pièces administratives du marché. La rédaction des pièces sera différente selon le mode de passation de marché retenu par la maîtrise d'ouvrage. Les documents préparés pour l'appel d'offre sont suffisamment explicites pour que les pétitionnaires puissent répondre en toute connaissance de cause. Le maître d'œuvre se charge de les réunir et de les transmettre au maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre remet également à la maîtrise d'ouvrage ses critères de jugement et les éventuels niveaux minimums de capacité requis des candidats. Enfin, s'il y a lieu, le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage les travaux supplémentaires potentiels et conseille le maître d'ouvrage sur l'opportunité d'autoriser des variantes,
- De préparer la sélection des candidatures et d'analyser chacune des candidatures reçues,
- De réceptionner pendant la période de consultation, les questions techniques déposées sur le profil acheteur par les candidats. Les réponses fournies par le maître d'œuvre sont diffusées par le maître d'ouvrage,
- D'analyser les pièces techniques et les capacités techniques et professionnelles jointes aux candidatures et offres. Cette analyse consiste à s'assurer de la conformité des réponses apportées aux documents de la consultation, à analyser les méthodes et processus proposées par les entreprises de travaux tout en veillant à ce qu'ils soient en adéquation avec les contraintes du site. Cette phase s'achève par la rédaction d'un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères d'attribution précisés dans le règlement de consultation. Le maître d'œuvre identifie les offres irrégulières en raison de leur non-conformité aux pièces techniques du DCE. Il propose une notation des offres régulières selon les critères de choix indiqués dans la publicité et/ou le règlement de consultation. Le cas

échéant, ce rapport est remis à jour à la suite des éventuelles régularisations et négociations conduites par le maître d'ouvrage. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux.

- De préparer les mises au point permettant la conclusion du / des marché(s) public(s) par le maître d'ouvrage.

L'établissement des documents administratifs contractuels (Acte d'engagement et CCAP) et de mise en concurrence (publicité, règlement de consultation) composant en partie le DCE reste à la charge du maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre dans sa mission de conseil assure la relecture de ces documents et le cas échéant fait part à la maîtrise d'ouvrage de ses remarques visant à la cohérence de l'ensemble des pièces du DCE.

V. Visa des études d'exécution

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les entrepreneurs, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'ils ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet par le maître d'œuvre permet de s'assurer que les documents produits par l'entreprise chargée des travaux ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art.

Le maître d'œuvre a la charge du respect du planning de la remise des études d'exécution.

VI. Exécution partielle limitée à l'établissement des DPGF

Cette phase EXE partielle est limitée à l'établissement des quantitatifs de travaux (DPGF).

VII. Direction de l'exécution des marchés de travaux

La direction de l'exécution des marchés publics de travaux a pour objet :

- De s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les travaux en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées,

- De s'assurer que les documents qui doivent être produits par les entreprises chargées des travaux, ainsi que l'exécution des travaux sont conformes aux clauses du marché et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre relève les non-conformités constatées, en informe le maître d'ouvrage et en fait mention dans un document,
- De délivrer tous ordres de service, d'établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du marché de travaux, de procéder aux constats contradictoires et d'organiser et de diriger les réunions de chantier,
- D'informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables,
- De donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation des entrepreneurs.
- D'établir et diffuser les comptes-rendus ;
- De s'assurer du respect du planning contractuel et d'informer le cas échéant le maître d'ouvrage de possibles retards,
- De se prononcer sur les éventuelles modifications à apporter aux marchés de travaux.
- De vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par les entreprises chargées des travaux, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final et d'établir le décompte général, d'étudier le cas échéant les devis des travaux complémentaires ou modificatifs,
- D'assister le maître d'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux

VIII. Assistance aux opérations de réception

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux,
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage,
- De proposer la réception au maître d'ouvrage,
- D'établir les documents administratifs nécessaires à la réception des travaux par le maître d'ouvrage notamment les procès-verbaux des opérations préalables et le document de décision de réception qui sera signé par le maître de l'ouvrage.

- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement,
- De vérifier le Dossier des Ouvrages Exécutés produit par les entreprises.